

L'Adresse—M. Mackasey

nous-mêmes comme partenaires du reste du continent nord-américain. Nous devrions nous atteler immédiatement à cette grande tâche.

L'hon. Bryce Mackasey (Lincoln): Je vous remercie, monsieur le Président.

Une voix: Oh, oh!

M. Mackasey: Excusez-moi de vous avoir appelé «Monsieur le Président», monsieur l'Orateur, mais je viens de passer 18 mois dans une autre assemblée où c'est en ces termes qu'on s'adresse à la présidence et je l'ai donc fait machinalement.

Je ne sais trop si on doit me compter parmi les nouveaux venus. Personnellement, j'aimerais le croire car cela me donnerait l'occasion de parler de ma circonscription, celle de Lincoln. Je dois vous avouer que je suis assez heureux d'être de retour à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Mackasey: Beaucoup de choses ont changé, évidemment. La télévision et la radio n'étaient pas là il y a quatre ans. Cependant, beaucoup d'autres choses sont restées les mêmes. Lorsque j'ai été élu à la Chambre pour la première fois, en 1962, l'actuel député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) était Orateur. Je siégeais tellement loin au fond des rangs de l'opposition que je refusais de venir à la Chambre chaque fois qu'on remplissait le canal Rideau au printemps. Je tiens à exprimer ma joie que nous ayons encore parmi nous le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), l'un des tout nouveaux membres du Conseil privé.

Il y a eu un autre changement pendant mon absence, c'est que le parti créditiste a disparu et que, malheureusement, les rangs de la bande de laissés-pour-compte qui sont assis là-bas dans le coin ont grossi. Ce changement nous donne matière à réflexion et à débat, j'en suis sûr.

Une voix: Vous ne perdez rien pour attendre!

M. Mackasey: Je suis heureux de pouvoir encore provoquer une forte réaction chez le député qui est assis là-bas. Nous verrons au cours de la session, mais certainement pas dans ce discours.

Il va sans dire que tous les députés de la Chambre des communes s'inquiètent de l'avenir du pays. Il va sans dire que la question du référendum au Québec dépasse en réalité les allégeances politiques aux Communes. Certes, les années que j'ai passées dans cette enceinte m'ont appris qu'aucun parti en particulier, même pas le parti libéral, ne peut prétendre être le seul à se préoccuper de l'avenir de ce grand pays. Comme on l'a signalé, certains d'entre nous ont évidemment une responsabilité extraordinaire en ce moment de l'histoire du Canada, celle de convaincre des millions de Canadiens qui résident au Québec qu'ils doivent rejeter catégoriquement les avances de ceux qui veulent diviser ce pays magnifique.

Depuis le peu de temps que j'ai l'honneur de représenter la circonscription de Lincoln, et assurément au cours des mois qui ont précédé les élections, j'ai découvert un parallèle frappant entre cette circonscription et celle de Verdun que j'ai représentée de 1962 à 1976. On pourrait décrire Verdun comme étant une ville dortoir de la banlieue de Montréal et, de prime abord, cette circonscription peut sembler n'avoir guère en commun avec celle de Lincoln et son importante population rurale, ses vergers, son industrie vinicole et sa zone industrielle dans la banlieue de Hamilton. En réalité, cependant, les problèmes des chefs de petites entreprises de Verdun et ceux

des agriculteurs frappés par les taux d'intérêt inutilement élevés et insupportables sont très semblables.

Ils partagent le même souci concernant les pratiques de dumping sur les marchés fruitiers. Comme représentant du Québec je me suis lamenté pendant des années concernant les pratiques de dumping et leurs répercussions néfastes sur l'industrie textile. Je suis assurément en mesure d'apprécier les problèmes des travailleurs industriels de Hamilton ou de Stoney Creek ou de Grimsby, qui sont venus il n'y a pas si longtemps d'Italie, d'Espagne, du Portugal ou encore de Yougoslavie et qui s'inquiètent de ne plus pouvoir acheter de maison voire même joindre les deux bouts à cause de l'inflation galopante actuelle. Quel que soit le genre de circonscription que nous représentons, ces problèmes auxquels nous devons tous faire face constituent un dénominateur commun. C'est ainsi, madame le Président que j'effectue ma transition d'une province à une autre non seulement sans appréhension mais plutôt avec intérêt à cause du défi que cela représente.

Je veux parler de notre pays tel que je le vois et je sais que mes impressions sont partagées par la plupart des députés. Les Québécois qui cherchent à faire croire que le fédéralisme est un échec sont tout à fait dans l'erreur. En dépit de ses points faibles, c'est une réussite retentissante. Ce n'est pas une réussite complète, mais tout de même une réussite retentissante. Il n'existe pas de pays au monde où les citoyens jouissent d'une aussi grande liberté d'expression que nous. Nous avons même la liberté de militer en faveur de la séparation, de l'indépendance, voire de la balkanisation du Canada et de la disparition complète de notre pays tel que nous le connaissons. Nous jouissons de la liberté d'expression, de la liberté de mouvement et de la liberté de religion, mais nous n'y prêtons guère attention. Pourtant, il existe des pays—bien des nouveaux citoyens de Lincoln me l'ont rappelé—dont les citoyens sont privés de ces libertés, ce qui explique leur désir de s'établir dans notre magnifique pays. Oui, en dépit de toutes ses lacunes, notre pays est doté d'un régime qui a permis à la langue et à la culture françaises de survivre et de se développer, pour le plus grand bien de l'ensemble des Canadiens.

● (1640)

Il fut un temps où j'aurais pu comprendre le mouvement actuel, même la justification d'un référendum. C'était il y a à peine quelques dizaines d'années, quand les Canadiens de langue française de cette province se sentaient comme des citoyens de seconde zone. Il leur était trop souvent refusé des emplois auxquels ils avaient droit à titre de Canadiens. Même ici à la Chambre des communes, encore en 1962, le degré de bilinguisme que nous acceptons aujourd'hui leur était refusé. Les Québécois n'avaient pas le droit de parler leur propre langue à bien des endroits de cette belle province. Nous tous pouvons donc comprendre la colère, la passion et le ressentiment de ces sens fiers, aux riches traditions et culture.

Je pense toutefois que la langue et la culture françaises au Québec ne sont plus menacées. Le danger a disparu et toute menace que courent la langue et la culture française au Québec ne vient pas du Canada; elle vient surtout de la technologie et de la possibilité pour tous dans cette province d'écouter la radio, la télévision et tout ce qu'on veut—les médias électroniques—dans n'importe quelle langue du monde.

Heureusement, la lutte pour l'égalité à cet égard est terminée, je crois. Un million de Québécois anglophones se félicitent